

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 25 novembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SOPRAL - Macaire

PONT REAN
BP 38 001
35580 GUICHEN

Références : UD 35/2022-682
Code AIOT : 0005506698

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2022 dans l'établissement SOPRAL - Macaire implanté lieu-dit Macaire à PLECHATEL (35470). L'inspection a été annoncée le 17/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre de la prise d'un arrêté préfectoral d'autorisation en fin d'année 2021.

Durant l'instruction de la demande d'autorisation dont l'arrêté est issu, l'enquête publique a fait valoir des problématiques d'odeur.

Ce point a été abordé lors de l'inspection mais les travaux nécessaires pour mettre en service la solution retenue par l'exploitant pour diminuer les impacts olfactifs de l'installation sur son environnement ne sont pas achevés.

Le jour de l'inspection, les travaux prévus dans le cadre de l'autorisation susmentionnée n'étaient pas encore finalisés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOPRAL - Macaire
- Macaire 35470 PLECHATEL
- Code AIOT : 0005506698
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est spécialisée dans la production d'aliments pour animaux de compagnie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Odeurs
- Gestion des émissions de poussières
- Gestion des réseaux d'eaux et des rejets aqueux
- Surveillance de l'effet de l'installation sur le milieu

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant a indiqué qu'il prévoit le dépôt d'un dossier de modification visant à augmenter le niveau d'activité de l'installation et proposer la réutilisation d'un silo désaffecté. L'inspection rappelle que le type de dossier à déposer dépend du positionnement des modifications projetées par rapport au caractère substantiel défini par l'article L. 181-14 du code de l'environnement.

En particulier, une augmentation du niveau d'activité au dessus d'un certain seuil et une agmentation des risques pour les tiers (silo) sont des critères qu'il convient de bien prendre en considération.

Par ailleurs, l'Inspection souligne le sujet de la gestion des rétentions de matières dangereuses pourra être abordé lors d'une prochaine inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Condition de rejet dans l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 4.2.1	/	Sans objet
4	Autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 2.8.1	/	Sans objet
5	VLE émissions dans l'air	Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 3.2.1	/	Sans objet
7	Autosurveillance des rejets d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 2.8.1	/	Sans objet
8	Plan des réseau d'eau	Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 5.2.2.	/	Sans objet
9	Transmission des résultats de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 2.6.3	/	Sans objet
10	Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques et les sols	Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 5.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 4.1.2	/	Sans objet
2	Emissions diffuses et envols de poussière	Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 4.1.4	/	Sans objet
6	VLE dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 3.2.2	/	Sans objet
11	Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques et les sols	Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 5.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux prévus dans le cadre de l'autorisation octroyée en fin d'année 2021 sont encore en cours.

Dans ce cadre, l'exploitant a reporté un certain nombre de contrôles réglementaires (autosurveillance) à la fin des travaux, ce qui ne permet pas de répondre à l'objectif réglementaire.

L'Inspection prend en compte le fait que les commandes ont déjà été passées et que la date des rendez-vous pour la mise en oeuvre de ces contrôles sont définis, mais il conviendra que l'exploitant revienne aux intervalles prescrits pour la suite de l'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. L'exploitant réalise, sous un délai maximal de 3 mois après parution du présent arrêté, une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de ses installations afin de permettre une meilleure prévention des nuisances et en transmet les résultats à l'inspection des installations classées avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : La prescription de l'article 4.1.2. a été rédigée afin de prendre en compte des observations émises dans la cadre de la consultation du public lors de l'instruction de la demande d'autorisation de 2019. L'étude "Odeur" a été réalisée par la société Odournet France le 31/08/2021 et transmise à l'Inspection le 17/11/2021. Le prestataire propose des mesures visant à diminuer la perception d'odeur à proximité de l'installation via un système d'éolage. Le principe consiste en la création d'une salle en toiture qui cloisonnera les points de rejet des lignes extrusion afin d'y concentrer les particules odorantes. L'air sera ensuite évacué via un ventilateur permettant une éjection plus en hauteur et une dilution plus grande. Les équipements sont commandés et en partie livrés. Les travaux pour la mise en place de ce système s'achèveront pour une mise en service du système en février 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Emissions diffuses et envols de poussière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 4.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses et envols de poussière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. [...]. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. [...].
Constats : L'installation, pour la partie non en travaux, présente un niveau d'empoussiérage correct. Les lignes sont capotées, les équipements et silos fermés. Des systèmes d'aspiration et de gestion des émissions de poussières sont en place lorsque nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Condition de rejet dans l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.</p> <p>Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz de la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente. Les conduits d'évacuation des effluents atmosphérique nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluide de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.[...]. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Les points de rejet à l'atmosphère de la ligne de production 1 ont été vus en toiture du bâtiment. Ils sont protégés du vent et de la pluie.</p> <p>Des points de prélèvement ont été aménagés à l'intérieur de l'usine et avant rejet en toiture, permettant ainsi la mise en œuvre de la surveillance en toute sécurité pour le prestataire.</p> <p>Le fonctionnement des lignes est asservi à l'aspiration. En cas de défaut "dépression", une alerte est reportée en salle de contrôle et la ligne se met en arrêt.</p> <p>Les filtres font l'objet d'un suivi préventif maintenance consistant à changer les poches à un intervalle régulier fonction du retour d'expérience de l'exploitant et de l'usure des filtres en fonction de leur emplacement. Les intervalles s'étalent entre le mois ou l'année.</p> <p>Une mesure de dépression est assurée via des capteurs. Il n'existe toutefois pas de mesure particulière de suivi, notamment de la dérive, ou de maintenance de ces équipements.</p> <p>> L'exploitant transmet, dans un délai de deux mois, à l'Inspection son analyse des risques présentés par une dérive des capteurs de dépression au niveau des filtres et des mesures qu'il conviendrait de mettre en œuvre dans ce cadre.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autosurveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 2.8.1
Thème(s) : Autre, Documents à transmettre à l'inspection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Résultats de la surveillance des émissions atmosphériques : 6 mois au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les ans
Constats : La dernière campagne de mesure date de décembre 2020 et concerne les points de rejet de la nouvelle ligne 1 dont les travaux ont été finalisés en juillet 2019. Ils n'ont pas été renouvelés depuis. Une campagne de mesure est prévue le 03/01/2023 sur tous les points de rejet, et notamment les points FILT10.1, 10.2, 60.1 et 60.3. Une autre campagne est prévue en avril 2023 suite à la mise en service de la ligne 2 sur les nouveaux points de rejets créés ou remis en service à cette occasion (VE42, V4204 et un nouveau point de rejet). > Il est rappelé à l'exploitant que l'autosurveillance des émissions de poussières dans l'air est à renouveler tous les ans. L'exploitant transmet, dans un délai de deux mois, le compte-rendu de la surveillance prévue en janvier 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : VLE émissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite d'émission dans l'air – Activité céréales

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :
Les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes.

Paramètres	Secteur d'activité	Procédé spécifique	Points de rejet	VLE en mg/Nm3	Fréquence de surveillance
Poussières	Broyage et refroidissement des granulés dans la fabrication des aliments composés	Broyage	ASB 20 Broyeur	5	Une fois par an
		Refroidissement de granulés	VE42 Refroidisseur	20	
			VE41-2 Sécheur		
			VE41-4 refroidisseur		
	Autres (aspiration fosse, transport pneumatique, ensachage, séchage extrusion, ...) - 7 points de rejet			40	

Constats :

En amont de l'inspection, l'exploitant a transmis un plan du positionnement des points de rejet à l'atmosphère ainsi qu'une liste des cellules de stockage qui précise le nom ou le type de filtre associé.

Avec la mise en service de la ligne 2, un nouveau point de rejet, non localisé dans le plan fourni, sera créé.

> L'exploitant met à jour le plan des points de rejet à l'atmosphère lors de la mise en service de la ligne 2.

Selon la rédaction de l'arrêté préfectoral, les filtres VE42, VE41-4 et VE41-2 sont associés à une valeur limite d'émission fixée à 20 mg/Nm³ fixée pour tous les rejets d'air issus d'une activité de refroidissement.

Toutefois et selon les échanges avec l'exploitant le jour de l'inspection, le point de rejet VE41-2 n'est pas associé à une activité de refroidissement des granulés. Le point VE41-3 et certains des points de rejet à venir pour la ligne 2 pourront par ailleurs être associés à des activités de refroidissement des granulés. La rédaction de l'arrêté préfectoral doit être par ailleurs revue pour intégrer les nouveaux points de rejet de la ligne 2.

> L'exploitant transmet à l'Inspection, dans un délai de deux mois, la liste des points de rejets à l'atmosphère des poussières en précisant l'activité couverte par ce rejet (broyage des granulés, refroidissement des granulés ou autre) et en incluant les points de rejet de la ligne 2.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : VLE dans l'eau de lavage du process

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 3.2.2		
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission dans l'eau – Eaux résiduelles		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE suivantes pour les eaux de lavage de process.		
Substance / paramètre	VLE en mg/l	Fréquence de surveillance
Demande chimique en oxygène (DCO)	100	Une fois par semaine
Azote global (NG)	20	
Phosphore total	2	
Matières en suspension totales (MEST)	50	
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	100	Une fois par mois
Constats : Les paramètres visés par l'arrêté préfectoral font l'objet d'une surveillance toutes les semaines en aval du dispositif de prétraitement et en aval de la station d'épuration interne située sur le site SOPRAL de La Milière. Le prétraitement des eaux de lavage constitue en une floculation et une coagulation. La mise en œuvre de la surveillance a été déléguée à un prestataire extérieur. Aucune observation particulière n'a été relevée sur les résultats de cette surveillance. Les travaux réalisés sur les lignes de production ont permis d'améliorer les modalités de nettoyage du process. L'un des gains réalisés est la diminution importante de la consommation d'eau sur ce poste.		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 7 : Autosurveillance des rejets d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 2.8.1		
Thème(s) : Autre, Documents à transmettre à l'inspection		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet		
Prescription contrôlée : Résultats de la surveillance des rejets d'eaux pluviales au milieu naturel : tous les ans		
Constats : Le suivi des eaux pluviales est assuré tous les ans. Toutefois, pour l'année 2022, l'exploitant attend la fin des travaux pour réaliser la mesure. Une campagne est commandée pour janvier 2023. > Il est rappelé à l'exploitant que l'autosurveillance des eaux pluviales est à réaliser annuellement. Il transmet, dans un délai de deux mois, le compte-rendu de la surveillance des eaux pluviales.		
Type de suites proposées : Susceptible de suites		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 8 : Plan des réseau d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 5.2.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositions de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>Le plan des réseaux a été fourni par l'exploitant en amont de l'inspection.</p> <p>Au regard des constats faits sur site et des échanges avec l'exploitant, il apparaît que le plan n'est pas à jour et comporte des erreurs ; le réseau des eaux de purge de la chaudière et de lavage du process, ainsi que les équipements de traitement associés, n'apparaissent pas, les quatre réseaux d'eaux pluviales sont équipés d'une vanne de sectionnement (et, pas seulement pour un, d'un clapet anti-retour), une flèche d'orientation de l'eau est mal représentée sur l'un des réseaux d'eaux pluviales, l'emplacement d'un des séparateurs est mal situé sur le plan par rapport à la réalité.</p> <p>> L'exploitant vérifie et met à jour le plan des réseaux d'eaux de l'installation SOPRAL. Il transmet le document dans un délai de deux mois à l'Inspection.</p> <p>Le jour de l'inspection, les travaux sur le réseau des eaux pluviales étaient encore en cours (notamment mise en place de certains séparateurs).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Transmission des résultats d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 2.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de transmission de l'autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site internet appelé GIDAF (Gestion Informatisé des Données d'Autosurveillance Fréquentes)
<p>Constats : L'établissement n'existe pas sur GIDAF. Les résultats de la surveillance n'ont pas encore été transmis via cette application.</p> <p>> L'exploitant s'organise pour créer son profil et transmettre les résultats de l'autosurveillance réalisé sur le site sur l'application GIDAF dans un délai de deux mois.</p> <p>A titre d'information, le guide simplifié d'utilisation GIDAF est transmis à l'exploitant en pièce jointe du présent rapport. Avant de pouvoir lui attribuer les droits sur GIDAF, l'exploitant doit créer un compte Cerbere à l'adresse suivante : https://authentification.din.developpement-durable.gouv.fr/authSAML/moncompte/creation/demande.do Des explications sur les modalités de création de ce compte sont données à l'adresse suivante : https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/page/creation-dun-compte-cerbere</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques et les sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Surveillance annuelle des eaux souterraines pour les paramètres suivants : hydrocarbures totaux (HCT) et hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) sur les trois piéromètres identifiés dans le rapport de base du 10/07/2020 (référence : E14Q1/20/295) et ses documents annexes.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas mis encore mis en œuvre la surveillance des eaux souterraines. Une commande est passée pour janvier 2023.</p> <p>> L'exploitant transmet, dans un délai de deux mois, le compte-rendu de la surveillance exercée sur les eaux souterraines.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Surveillance des impacts sur les milieux aquatiques et les sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2021, article 5.6
Thème(s) : Risques chroniques, mesures de gestion de la pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de proposer à l'inspection des installations classées, sous un délai maximal de 6 mois après publication du présent arrêté, les mesures appropriées de gestion que rendent nécessaires la découverte de la pollution aux hydrocarbures détectée au droit du local de stockage des huiles dans le rapport de base et dont les conséquences sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>A cet effet, les outils méthodologiques décrits dans la circulaire ministérielle du 08/02/2007 relative à la gestion des sols pollués seront utilisés.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas avancé sur la question de la gestion de la pollution. Le délai fixé par l'arrêté préfectoral arrive à échéance à compter du 03/12/2022.</p> <p>> Il est rappelé à l'exploitant que l'Inspection attend, pour le 03/12/2022, des propositions de gestion de la pollution découverte dans le cadre de l'élaboration du rapport de base (IED - FDM).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet